



## **Etats généraux du Travail social – Assises Territoriales du travail social Grand Est à Nancy le 5 septembre 2014**

### **Déclaration de la CGT**

-----

Ces assises interrégionales sont les dernières qui se tiennent en métropole. Elles ne dérogent pas aux précédentes : les travailleurs sociaux et les usagers en ont été et en sont les grands absents !

C'est d'évidence la nature incohérente du pilotage politique que nous payons. Le retrait de l'Association des Départements de France (ADF) officialisé cet été n'étant que la dernière péripétie.

Puisque ces assises doivent porter sur les relations inter-institutionnelles, nous ne pouvons que constater que l'Etat, en annonçant une réforme territoriale brutale et sans concertation, a montré ce qu'il ne fallait pas faire en la matière !

Ajoutons que les départements jouent un rôle clé dans l'organisation du travail social ; ils sont promis à disparition sans qu'aucune alternative ne soit mise en place. Cette question est devenue incontournable pour l'ensemble des acteurs du travail social. Il n'est pas sérieux de parler de coopération inter-institutionnelle si le champ social d'aujourd'hui devient un champ de ruines demain.

Cette question n'interroge pas seulement les travailleurs sociaux, elle pose la question de l'accès aux droits et aux mêmes droits pour tous les usagers sur l'ensemble du territoire.

On ne peut pas faire semblant de s'interroger sur le non-recours au RSA par exemple, quand on organise le bouleversement des guichets d'accueil à cette prestation !

Nous vous disons, aujourd'hui que, comme le pensent bien des élus, quoique vous décidiez pour les départements, nous nous opposerons au morcellement de l'action sociale tantôt par la création d'agences spécialisées sur telle ou telle prestation, tantôt en laissant aux seules collectivités territoriales le soin d'apporter les réponses de proximité. L'accès aux droits sociaux

et aux bénéficiaires de l'action sociale doit être équitable sur l'ensemble du territoire. Il faut un pilote, une organisation des moyens qui garantissent l'égalité des citoyens...

Parce que la CGT défend un grand service public de l'action sociale articulé avec ceux de la santé et de la protection sociale, nous disons que l'enjeu prioritaire des EGTS c'est celui de l'avenir des dispositifs actuels, de leur coordination et de leur évolution pour répondre aux nouveaux besoins des populations. Cela passe également par la reconnaissance du travail social et donc des travailleurs sociaux.

Faut-il rappeler que ce sont plus de 1,7 millions de salariés qui sont travaillent dans le secteur social et médico-social soit 6,7% des actifs de ce pays. Ce secteur fait partie de ceux dont la rémunération nette est la plus basse ! C'est aussi l'un des secteurs les plus féminisés ; les femmes représentent plus de 95% des personnels de l'aide à domicile et de la petite enfance, 83% dans les établissements publics et 78,5% dans le privé ! Elles occupent les emplois les plus mal payés et les emplois à temps partiels...

Il ne suffit pas de faire des discours ou de faire voter des textes de loi sur la vraie égalité Femme-Homme : voilà la triste réalité du secteur et il serait plus que temps de s'y attaquer !

L'évolution du travail social passera forcément par une évolution des garanties collectives et des salaires qui soit autre chose qu'une aumône... C'est aussi là-dessus que nous attendons les propositions du gouvernement à l'issue des EGTS.

Enfin, alors que les salariés du secteur, à une large majorité, vivent une intensification et une perte de sens de leur travail, dans le même temps, l'éclatement des politiques sociales est à mettre en parallèle avec l'instabilité permanente qui frappe les professionnels. Le « bang territorial » fragilise bien sûr le secteur et les Etats généraux du Travail social.

Bref, beaucoup d'exigences de notre part et aussi beaucoup de craintes à voir notre secteur sombrer inexorablement sous les coups des tenants de l'idéologie accusant un coût du travail excessif, estimant abusif le coût de la solidarité et offrant à terme en pâture le travail social au secteur lucratif. Or, le secteur social est essentiel pour le « vivre ensemble » si mis à mal par l'austérité, la hausse du chômage et de la pauvreté !